



Non à l'état d'urgence policier ! Solidarité pour l'urgence sociale et démocratique !

Alors que la révolte des jeunes des quartiers populaires et des cités, après avoir gagné les villes de province, semblait retomber, le gouvernement vient de franchir un nouveau pas dans l'escalade des provocations. Il a prolongé l'état d'urgence de trois mois et annoncé que les CRS resteraient dans les cités. Le gouvernement continue sa politique du pire. Après avoir mis le feu aux poudres, il entretient délibérément les tensions. C'est la mort, à Clichy, de deux jeunes qui s'étaient réfugiés dans un transformateur EDF pour fuir la police, alors qu'ils n'avaient rien fait de répréhensible, qui a provoqué la révolte. Le terrain avait été préparé par les insultes de Sarkozy parlant entre autres de « racaille », surtout après trente ans de régression sociale organisée par tous les gouvernements qui se sont succédé.

LE REcul SOCIAL EXPLOSE

Chirac, Villepin, Sarkozy essaient de masquer leur responsabilité en profitant du désarroi de la population face à l'explosion de violence qu'ils ont eux-mêmes provoquée. Ils se présentent comme les garants de « l'ordre républicain » et voudraient avoir le soutien de la population pour imposer leur propre violence policière contre les jeunes, mais aussi pour intimider les classes populaires dans leur ensemble. Mais c'est bien leur politique qui a créé une situation qui ne pouvait qu'exploser, tôt ou tard. Le chômage, la pauvreté, la dégradation des conditions de logement, de vie, dans les quartiers populaires transformés en ghettos, avec en prime les contrôles policiers au faciès, le mépris, les provocations, sont les véritables causes de la révolte des jeunes. La répression ne peut qu'aggraver les choses.

NON A LA REPRESSION

Chirac, Villepin, Sarkozy parlent « d'égalité des chances », « d'idéal républicain », leur cynisme est tout aussi insultant que les propos racistes de Sarkozy. Quelle égalité des chances, quel idéal républicain alors

que d'un côté de la société s'accumulent des fortunes et, de l'autre, pour la grande majorité la pauvreté, la misère, l'exclusion.

Si le gouvernement voulait offrir la moindre chance à la jeunesse, il aurait, aujourd'hui, des gestes d'apaisement. C'est l'inverse qu'il fait. En plus de l'état d'urgence, il vient de décider que les jeunes condamnés par les tribunaux seraient expulsés s'ils étaient étrangers, même en règle. Et c'est une véritable justice d'exception qui est mise en place pour juger les jeunes interpellés. Les condamnations à la prison ferme se multiplient.

Cette fuite en avant répressive et sécuritaire ruine des centaines de vies, prive des centaines de jeunes de tout avenir. Le gouvernement agit pour l'exemple et c'est pourquoi les travailleurs, même s'ils désapprouvent la violence aveugle et sans issue des jeunes, doivent être solidaires d'eux contre l'Etat.

LA SOLIDARITE, C'EST LA LUTTE

Si le gouvernement a ressorti une loi de 1955, votée à l'époque de la guerre d'Algérie, ce n'est pas pour ramener le calme dans les banlieues, mais bien pour intimider les classes populaires et empêcher le mécontentement croissant de s'exprimer.

La réponse du monde du travail doit être la solidarité avec les jeunes, montrer que les intimidations n'ont pas de prise. Il nous faut saisir toutes les occasions de bloquer le gouvernement, sa politique et la répression.

C'est l'urgence sociale et démocratique qui est à l'ordre du jour. Les travailleurs de la RTM, à Marseille, qui ont bravé le jugement du tribunal déclarant leur grève illégale, ont raison. Ils défendent les services publics.

C'est pourquoi, nous participerons, aussi, le samedi 19 novembre, à Paris, à la manifestation nationale pour la défense des services publics.

Le 14 novembre 2005

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :